



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 29 mars 2005

Groupe ment enseignement général

Chef de bataillon
Olivier Gombeaud
Groupe C3

Fiche de stratégie

OBJET : Sujet n°3 : depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

Les conférences prononcées par Jean Guittou devant les stagiaires de l'Ecole de Guerre et rassemblées dans son livre La pensée et la guerre mettaient déjà en exergue, en pleine Guerre Froide, le risque potentiel lié à l'emploi de l'arme nucléaire par des dirigeants dépourvus de raison, c'est-à-dire échappant aux équilibres mis en place par les puissances nucléaires jusque là « autorisées ».

L'affaiblissement de l'antagonisme nucléaire de la Guerre Froide, amorcé déjà avec la conclusion des accords SALT puis START, a laissé la place apparemment à un vide stratégique lié d'une part à la multiplication des acteurs nucléaires – les puissances dotées de l'arme nucléaire et des vecteurs qui la portent – et d'autre part à la difficulté de prévoir le comportement de ceux-ci.

Peut-on pour autant en conclure que la stratégie nucléaire – c'est-à-dire l'ensemble des théories et méthodes qui cherchent à garantir un non emploi de l'arme nucléaire, car c'est ce que vise cette stratégie de non-action – se réduit aujourd'hui à prévenir l'émergence ou le renforcement de nouveaux acteurs nucléaires ?

Il apparaît clairement que la lutte contre la prolifération est insuffisante pour permettre de maintenir un équilibre stratégique mondial lié au non emploi de l'arme nucléaire. Cette lutte doit être appuyée par une implication forte de toutes les nouvelles puissances nucléaires pour qu'elles participent à un équilibre global de la dissuasion: objectif aussi ambitieux que délicat.

Certes, la logique de non emploi pourrait faire croire que la stratégie nucléaire des principales puissances nucléaires – Etats-Unis, Russie, Chine, France et Grande-Bretagne – s'appuie sur une recherche permanente de la limitation du nombre et de la puissance des pays accédant à l'arme nucléaire. En fait, une stratégie nucléaire classique demeure et continue d'entretenir la dissuasion qui sert de support au duel stratégique entre les puissances nucléaires anciennes. Surtout, la nécessité d'intégrer les puissances nucléaires émergentes dans les équilibres nucléaires interdit de subordonner ceux-ci uniquement à une lutte contre la prolifération.

I/ Une lutte contre la prolifération héritée de la stratégie nucléaire de la deuxième partie de la Guerre Froide.

Après avoir laissé envisager à plusieurs reprises le risque d'une montée aux extrêmes, la Guerre Froide a justifié les stratégies nucléaires qui reconnaissaient la nécessité de stopper puis de diminuer l'armement nucléaire.

La limitation des arsenaux nucléaires participe ainsi d'une logique défendue par toutes les puissances nucléaires traditionnelles pendant la fin de la Guerre Froide. Elle s'est mise en place progressivement et a abouti à des négociations puis à des traités de limitation (traités SALT I en 1972 et SALT II en 1979) puis de réduction (traités START I et II en 1991 et 1993) des armements nucléaires.

Cette démarche diplomatique et militaire s'est mise en place entre puissances ayant pris conscience au fil des ans du risque de destruction mutuelle lié à la détention de l'arme nucléaire.

Aujourd'hui, la lutte contre la prolifération semble découler de ce même souci de ne pas exposer la planète aux risques d'une autodestruction, ou au moins les grandes puissances aux menaces déraisonnables d'un dirigeant jusqu'aboutiste.

Dans cet esprit, les puissances nucléaires affichent leur détermination à lutter contre la prolifération que ce soit de façon collégiale (résolutions de l'ONU visant à contrôler les installations irakiennes par exemple) ou unilatérale (guerre contre l'Irak ; même si l'objet de celle-ci n'était pas uniquement de mener une lutte contre la prolifération).

Il pourrait donc être possible de conclure que la lutte contre la prolifération est aujourd'hui le seul trait qui a survécu de la stratégie nucléaire héritée de la Guerre Froide.

II/ Une stratégie qui reste fondée sur le non emploi de l'arme nucléaire par les puissances « autorisées ».

Néanmoins, la stratégie nucléaire est plus au cœur des relations entre puissances nucléaires anciennes qu'entre ces dernières et les puissances nucléaires émergentes. En effet, les Etats-Unis, en l'occurrence, n'utilisent pas le spectre de l'arme nucléaire face aux derniers pays proliférants – l'Irak, l'Iran ou la Corée du Nord - montrant ainsi que ces derniers ne s'inscrivent pas dans une stratégie totale, envisageant l'emploi de l'arme nucléaire.

Au contraire, malgré un « réchauffement » des relations entre les Etats-Unis et la Russie, consécutif à l'effondrement de l'Union Soviétique, les tensions entre puissances nucléaires traditionnelles n'ont pas disparu et continuent de justifier l'existence de stratégies nucléaires.

Les motifs justifiant le développement de nouvelles stratégies nucléaires chez les cinq puissances nucléaires traditionnelles sont nombreux.

Le différend opposant l'Inde au Pakistan montre que l'arme nucléaire fonde encore la définition de stratégies opposant les puissances nucléaires traditionnelles. Le soutien apporté par celles-ci dans le domaine nucléaire à l'une ou l'autre des parties montre que la stratégie nucléaire continue de s'exprimer, même et surtout par le non emploi de l'arme absolue, comme une composante de la stratégie globale de chacune d'elles.

De même, le cercle vicieux ou vertueux qui pourrait découler de l'accès ou non à l'arme nucléaire par la Corée du Nord voire par le Japon montre que les stratégies nucléaires américaine et chinoise, liées à cette problématique, ne sont pas figées.

Enfin, il semble que les facilités techniques offertes à certains pays (Israël ou plus récemment l'Iran) pour qu'ils puissent accéder à l'arme nucléaire soient aussi une manifestation de stratégies nucléaires développées par l'une ou l'autre des puissances nucléaires traditionnelles.

Il est donc clair que la fin de la Guerre Froide n'a pas aboli la pertinence pour les puissances nucléaires classiques de développer des stratégies nucléaires qui servent de base à leurs rapports entre elles.

III/ Une stratégie qui devra faire participer les puissances nucléaires émergentes aux équilibres de la dissuasion.

La lutte contre la prolifération, quoique suffisamment justifiée pour fonder partiellement la stratégie nucléaire des puissances nucléaires traditionnelles, devra néanmoins prendre de plus en plus en compte la réalité de l'armement des puissances nucléaires émergentes.

Le nouveau contexte géopolitique a fait disparaître certaines règles stratégiques héritées de la Guerre Froide. Il était hier tout à fait entendu que la plupart des pays étaient plus ou moins dans l'orbite de l'une ou l'autre des deux Grandes Puissances. Aujourd'hui, l'accession à l'arme nucléaire pourrait être la forme achevée de l'accession au rang de puissance indépendante sur la scène sinon mondiale, du moins régionale. Cette accession semble pour certains pays vitale (Israël) ou au moins essentielle (Iran). La réalité du « fait nucléaire » est patente dans un nombre de pays de plus en plus grand. Rien ne porte à croire que ce phénomène, en chaîne, puisse s'arrêter brutalement.

Il convient donc, pour les puissances nucléaires anciennes, de faire face à ce nouveau défi, non en l'ignorant (développement de stratégies nucléaires uniquement vis-à-vis des autres puissances traditionnelles), ni en s'évertuant à l'interdire (confiance exclusive et naïve dans des stratégies de lutte contre la prolifération), mais en étant en mesure de l'affronter au travers d'une stratégie nucléaire spécifique.

Ainsi, il semble opportun de considérer aujourd'hui les puissances nucléaires émergentes comme des « partenaires » dans le cadre des stratégies nucléaires élaborées par les puissances traditionnelles. De même que pendant la Guerre Froide la prise de conscience puis la limitation des capacités de destruction se sont appuyées sur la démonstration progressive que chacun a fait de sa puissance, de même une mise au grand jour des capacités réelles des puissances émergentes doit montrer les limites techniques et politiques de la menace qu'ils peuvent représenter et aboutir, in fine, à une régulation de l'ensemble l'arsenal nucléaire mondial.

En définitive, il apparaît clairement que la fin de la Guerre Froide n'a nullement sonné le glas des stratégies nucléaires mais les a sensiblement compliquées rendant nécessaires des doctrines de plus en plus élaborées. Celles-ci ne sauraient se réduire à une lutte contre les Etats proliférants.

Il est impératif pour les puissances nucléaires traditionnelles de prendre en compte les puissances nucléaires émergentes dans leur stratégie nucléaire de demain. A leur tour, celles-ci intégrées dans le cercle vertueux dissuasion – non emploi – limitation des armements, participant à l'établissement d'un équilibre nucléaire global mais fragile cependant, pourraient être à plus long terme partenaires, ou au moins responsabilisés, dans le cadre de la lutte contre les proliférants non étatiques.